AUG 9 1923

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

VOL. 97 | Fondee le 1e Septembre 1827 | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 9 AOUT 1923 | 5c le numero | No. 29

La Question de Dantzig

Des maisons en brique, des moulins à vent; une légère buée au-dessus des cours d'eau qui se dissimulent derrière les digues, à travers les prairies. On se croirait en Hollande: vous êtes aux bords de la Baltique, dans les environs de Dantzig.

Bâtie à une lieue de la Baltique, sur la Mottlau, Dantzig dresse au-dessus d'un pays plat, aquatique, les grands murs sombres et les portes fortifiées de son enceinte, ainsi que les créneaux de l'église Sainte-Marie.

Les articles 100 à 108 du traité de Versailles ont réglé la situation de Dantzig. Pour garantir à la population allemande un développement autonome, la ville de Dantzig a été déclarée libre, sous le protectorat de la Société des nations. D'autre part, la Pologne, à laquelle il fallait assurer une issue maritime, a reçu le libre usage des bassins et des quais de la ville libre, et certains autres avantages.

Les nécessités économiques auraient dû suffire à nouer un solide accord entre l'Etat libre de Dantzig et la République polonaise. Pour vivre, Dantzig a besoin des relations commerciales que lui offre l'hinterland polonais. Pour la Pologne, sur les quelques kilomètres de littoral baltique que le traité de Versailles lui a strictement mesurés, Dantzig représente le seul débouché possible. Le petit port de pêche de Putzig ne peut prétendre à aucun avenir commercial. Les Polonais ont renoncé à faire de Dirschau, en amont de Dantzig, sur la rive polonaise de la Vistule, un port maritime, dégagé de toute intervention étrangère.

L'histoire, d'ailleurs, avait uni longtemps Dantzig à la Pologne. Dès 1466, la ville de Dantzig s'était donnée librement à la Pologne. Elle fut annexée par la Prusse en 1795, lors du second partage de la Pologne, et perdit dès lors une large part de sa prospérité.

En dépit des souvenirs historiques, des nécessités économiques, des obligations juridiques, les difficultés n'ont cessé d'exister, depuis le traité, entre l'Etat Libre de Dantzig et la Pologne. Au mois de mai dernier, le conflit devint aigu: les négociations économiques furent interrompues. Les ministres polonais se plaignaient du Sénat de Dantzig au sujet des douanes, du développement du port, des voies d'eau. Par une note officielle à la presse, le Sénat de Dantzig répondit que la Pologne, en réclamant un droit de contrôle sur la composition, le nombre et la qualification des agents des douanes, outrepassait les termes du traité.

Le ministre des affaires étrangères, M. Seyda, exposait nettement le 8 juin les griefs de son gouvernement: "La Pologne est à peine tolérée dans le port; les Polonais de Dantzig, loin d'être traités sur le même pied que les citoyens dantzikois, s'y trouvent en une plus mauvaise situation que les étrangers."

L'affaire fut portée devant la vingt-cinquième session du Conseil de la Société des nations, qui se tint à Genève du 2 au 7 juillet. M. Mac Donnell, haut commissaire de la Société des nations à Dantzig, M. Plucinski, représentant du gouvernement polonais, M. Sahm, président du Sénat de la ville libre de Dantzig, étaient appelés à fournir des explications devant le Conseil.

Le Conseil suivait les suggestions que lui présentait son rapporteur, M. Quinonès de Leon, dont on connait la haute impartialité. Il décrétait que lorsqu'une des parties contesterait la compétence du haut-commissaire, le Conseil en déciderait en dernier lieu; en cas de doute, l'article 104 du traité de Versailles devait constituer la base juridique des rapports entre la Pologne et Dantzig. Surtout le Conseil reconnaissait que les droits de la Pologne à Dantzig étaient susceptibles d'extension à mesure que la puissance économique de la Pologne se développerait.

Depuis, la délégation polonaise et le Sénat de Dantzig ont engagé des pourparlers directs. Le délégue dantzicois a proposé de supprimer les restrictions visant le séjour des Polonais à Dantzig. Ainsi, certains résultats ont déjà été obtenus.

Mais, en accordant à la France l'exploitation des mines de la Sarre et en lui refusant le territoire de la Sarre, en faisant de Dantzig un port polonais, mais non une ville polonaise, le traité de Versailles a créé deux questions trop épineuses pour qu'elles soient réglées définitivement. Félicitons du moins la vingt-cinquième session de la Société des nations d'avoir su trouver, pour l'une et pour l'autre, une solution provisoire.—Alfred Mallet.

Pour construire un hôtel à Asheville, dans la Caroline du Nord, on a enlevé une montagne. Le coût total a été de $1,000,000.

Le Cri du Senateur Johnson

Nous lisons dans l'Echo de l'ouest: Pendant que le sénateur Johnson, retour d'Europe crie de toutes ses forces: "L'Amérique aux Américains. Tenons-nous éloigné de l'Europe, ne nous mêlons pas de ses affaires, nous avons tout a y perdre et rien à y gagagner." Le sénateur Dill, de l'Etat de Washington demande au Président Harding de réunir le Congrès en session extraordinaire, afin que celui-ci prenne des mesures pour venir en aide aux fermiers qui ne peuvent résister à la crise qui sévit dans le pays, à cause du manque d'écoulement de leurs récoltes.

Les affaires ne peuvent être florissantes aux Etats-Unis qu'à une condition, c'est que le pays étant à même de produire plus que ce qu'il peut consommer, doit avoir des débouchés pour vendre ce qu'il ne peut consommer. L'Europe étant par la qualité et le nombre de ses habitants la meilleure clientèle des Etats-Unis, ceux-ci doivent naturellement faire tout leur possible pour entretenir des bonnes relations avec elle.

Nous ne voyons pas comment un homme intelligent qui n'est pas aveuglé par un intérêt personnel peut s'opposer à ce que l'Amérique et l'Europe forment une ligue dont le but serait de travailler à maintenir la paix, ce qui permettrait aux peuples des deux continents de travailler au bien de l'humanité.

Pendant qu'au Etats-Unis les récoltes des fermiers pourissent sur place et que ceux-ci, faute de pouvoir les vendre, se voient saisir leurs propriétes qui sont souvent hypotéquées, un grand nombre de gens en Europe sont privés du nécessaire simplement, parce que le manque d'entente entre nations créé des barrières. Ce malaise n'existerait pas si la bonne entente régnait entre les nations.

En ce qui concerne les bons rapports qui doivent exister entre les Etats-Unis et l'Europe, un Américain qui comprend les intérêts de son pays, ne peut que se ranger sous la bannière du président Coolidge.

La Russie et les Detroits

Lausanne.—L'événement du jour, d'un intérêt international considérable, consiste dans un télégramme adresse par le gouvernement des Soviets à M. Massigli, secretaire de la Conférence de la paix, et dans lequel il déclare donner son adhésion à la convention des Détroits.

Le télégramme du gouvernement des Soviets, rédigé en termes courtois, est fort long. En voici les passages principaux.

Après avoir affirmé que la délégation russe était venue à Lausanne avec le sincère désir d'aboutir à un accord général, mais que ses efforts demeurèrent vains, le gouvernement constate les lacunes qui existent dans la convention des Détroits. Il ajoute:

"L'ouverture de la mer Noire et des Detroits aux navires de guerre des puissances non riveraines, malgré la limitation de leur nombre, qui est totalement insuffisant, place les côtes soviétique sous une menace de guerre constante, et devra forcément obliger les républiques soviétiques à dépenser pour des armements, sur la mer Noire et ses côtes, des sommes considérables qui, sans cela, seraient utilisées pour la reconstruction économique des républiques soviétiques. Elle offre aux puissances maritimes la position strategique, militaire et navale de premier ordre que représentent Constantinople et les Détroits.

"Tout en n'étant point d'accord avec le régime projeté pour les Détroits, les gouvernements soviétiques considèrent comme nécessaire de rendre possible, par leur participation, un accord général, afin de réaliser leur désir pacifique, ils sont d'opinion que par leur participation à la convention des Détroits ils pourront contribuer à la sauvegarde des droits et des intérêts des peuples orientaux.

"Ils réservent aussi leurs droits de soulever dans l'avenir la question de l'introduction de changements dans la convention des Détroits. Ils déclarent d'avance que si l'expérience de l'application de la convention démontrait qu'elle ne garantit pas suffisamment les intérêts commerciaux et sacrés des républiques soviétiques, ils seraient forcés de soulever la question de la suspension de son action."

AU JOURNAL

L'éditeur.—Mais, mademoiselle, nous ne pouvons pas publier de semblables dessins!

La jeune fille.—Oh! vous n'avez pas besoin de faire cette figure, vous n'êtes pas le premier, allez, qui me le refuses

LE NOUVEAU CHEF D'ETAT

Le Président Coolidge [illegible] des Etats Unis, est doué d'une [illegible] qui le connaissant le mieux. Il a une certaine force de caractère que l'on croit pourra dominer dans les circonstances les plus difficiles de son administration.

Le "Leviathan"

On sait que la société "U. S. United Lines," qui gère la flotte d'Etat des Etats-Unis pour le compte du Shipping Board, vient de mettre en service son plus grand paquebot le "Leviathan."

C'est l'ancien "Vaterland," de la ligne Hambourg-Amérique. Il venait justement d'accomplir sa troisième traversée quand la guerre éclata. Lorsque les Etats-Unis entrèrent dans la lutte, le bâtiment fut saisi et converti en transport de troupes. De ses flancs gigantesques sortirent, à Brest, des régiments entiers: jusqu'à 13,000 soldats en un seul voyage. Il amena en France—ce sont les chiffres que nous avons transcrits d'après les tables de bronze apposées en plusieurs endroits du navire—96,804 hommes; il en remporta 96,746.

A la paix, le "Leviathan," conservé par les Etats-Unis, devint le fleuron de son immense flotte d'Etat. Faute d'acquéreurs, le gouvernement entreprit de l'exploiter à son compte, par l'intermédiaire de la "U. S. United Lines Company." L'avenir dira les résultats financiers de l'entreprise. Les efforts ont été considérables. La remise en état du bâtiment a coûté 9 millions de dollars—le prix d'un beau paquebot neuf d'avant-guerre. 6,000 ouvriers y ont travaillé.

Le navire aurait même, par un phénomène difficilement explicable, gagné quelques milliers de tonnes à sa refonte. Sa jauge brute frise les 600,000 tonnes. Il a plus de 300 mètres de longueur, plus de 33 mètres de largeur, 60 mètres de hauteur de la quille à la cheminée. C'est une ville flottante, peuplée de près de 5,000 personnes: 1,100 hommes d'équipage, 1,005 passagers de première classe, 548 de seconde, 2,278 de troisième.

Au cours des travaux, la chauffe au mazout a été substituée à la chauffe au charbon; la puissance maximum est de 100,000 chevaux. Le "Leviathan" n'a pas encore fait de traversée à grande vitesse. Sera-t-il le plus rapide du monde?

L'aménagement intérieur est très luxueux, mais surtout impressionnant par ses proportions vraiment colossales. Une suite de salons immenses occupent tout le centre du bateau. Des installations comme le grand hall, avec ses portes en ferronnerie, ses lambris dix-huitième siècle, ses copies de panneaux anciens, la piscine antique, les appartements privés, les cabines de seconde et de troisième, elles-mêmes, témoignent d'une instinct profond du confort, plus encore que d'un souci raffiné de l'originalité artistique.

Tous les lacs d'Ecosse sont excessivement profonds; le lac Loch Marre a plus de 1,000 pieds de profondeur.

Le Sabre et la Loi

Williamstown.—Le contre-amiral William L. Rodgers, président du comité exécutif du General Board of the Navy, a prononcé, ici, l'autre jour un discours qui pourrait se résumer par cette phrase: "Le sabre doit faire respecter la loi." Voici ce qu'il a dit, en substance:

"On prétend que la loi s'impose d'elle-même par sa force morale, et cela est juste en ce qui concerne l'opinion publique supérieure et désintéressée, mais il n'en est rien lorsqu'il s'agit des individus déterminés à ne pas respecter la loi. Et, ce qui est vrai pour les individus, l'est aussi pour les nations. C'est pourquoi il est nécessaire, pour toutes les nations qui ne veulent pas être écrasées et submergées par leurs voisines belliqueuses, d'avoir des armées pour se défendre. Les nations armées sont mois sujettes à être soumises à l'oppression et à l'injustice que les nations nom armées. Neanmoins, toutes les nations n'ont recours aux armes qu'à contre-cœur. La guerre coûte cher, et on ne la fait qu'à la dernière extrémité. Il n'y a que deux moyens d'éviter la guerre: par soumission ou par compromis.

"Nous autres, Américains, nous nous considerons comme plus idéalistes que les autres peuples. Nous croyons que nous voulons toujours le droit, et nous voudrions que les autres peuples soient animés du même esprit, et s'abstenir de ce qui est injuste. Mais, pour arriver à notre idéal, nous devons être armés et prêts. Ainsi qu'il est dit dans la Bible, l'homme fortement armé maintient la paix au foyer, mais nos excellents voisins ne doivent pas ignorer que nous sommes bien armés, et c'est pourquoi il n'est pas inutile de montrer ses armes. Le président Roosevelt pensait ainsi, lui qui envoya, en 1907, notre flotte faire le tour du monde, afin de démontrer, partout, que le gouvernement des Etats-Unis, sans être un lion, était de la famille et possédait des dents aiguisées pour s'en servir au besoin. C'était un acte d'homme d'Etat, un acte pacifique. Partout où la flotte américaine se fit voir, on comprit que les Etats-Unis pouvaient se faire entendre, et qu'il n'était pas sage de les forcer à augmenter leurs armements."

Et l'amiral a conclu:

"Nous devons être armés afin de pouvoir, au besoin, protéger la paix, et nous ne devons pas oublier qu'il faut un solide sabre, bien aiguisé, pour couper le nœud gordien. Nous ne savons pas quand il deviendra nécessaire de se servir de ce sabre, car il se peut qu'un jour vienne où il n'y ait pas d'autre moyen de résoudre le problème qui nous confrontera. C'est une horrible pensée, mais il n'y a que ce moyen de préserver l'idéal que nous cherissons tous!"

La Mort du President Harding

La nation est en deuil.

Harding est mort!

Il meurt à la veille de grands plans à peine ébauchés, alors que son abilité n'a pas encore pu prouver par des résultats probants, le bien-fondé de ses efforts!

Troisième président des Etats-Unis qui meurt en office d'une mort naturelle, il est le sixième qui cède sa place d'une façon fatale à un vice-président, car trois furent assassinés. Son décès est un vrai malheur pour toute la nation qu'il présidait avec sa géniale bonté qui lui gagna l'affection du pays entier.

Sa carrière est un example des possibilités ouvertes aux américains. Fils d'un docteur de campagne, né dans une ferme, produit de la campagne et des écoles publiques de village, étudiant dans un petit collège, journaliste de province, il s'est haussé par la vertu de sa personnalité plutôt que par sa force prédominante, jusqu'au district, de là, à l'Etat, et alors au "summun," des ambitions politiques nationales. Derrière son nom, ses amis pourront écrire le mot: "Succès."

La conviction commence à croître en Amérique, qu'il y avait en lui plus de force et de vision que ce qu'avait imaginé ses partisans lors de sa nomination en 1920. Il avait commencé à développer de fermes relations internationales avec un calme et persistant courage en appuyant tout ce qui lui semblait bon pour le bien de son pays à l'interieur aussi bien qu'à l'étranger. Il a semblé s'élever au-dessus des mesquines querellés de 1919. Il a osé differer d'opinion avec les grands groupes de son propre parti.

Ce qu'il a accomplit par la Conférence pour la limitation des Armements, par le traité des Quatres-Puissances du Pacifique, par la dissolution du l'alliance anglo-japonnaise, le futur seul nous l'apprendra. Il peut avoir evité une guerre, ou, tout au moins, l'avoir ecartée pour plusieurs années!

Que sera son successeur le Président Calvin Coolidge personne ne peut prophétiser! Aujourd'hui nous pleurons la perte d'un grand homme que le Destin nous enlève!

Une Opinion de Londres

Londres.—Dans le domaine offiiel britannique, on considère qu'un des effets désastreux de la mort du prâsident Harding sur la politique internationale est le retard probable qu'elle apportera à mobiliser l'opinion du monde à l'égard de la Ruhr et au règlement final de sréparations avec l'Allemagne.

On s'attendait à ce qu'un des plus importants résultats des longs débats d'hier à la Chambre des Communes serait une réaction immédiate des pays alliés et des Etats-Unis approuvant ou désapprouvant les déclarations du premier ministre Baldwin. On se rend compte maintenant que le deuil de la nation américaine retardera l'expression des opinions de ce pays.

La plupart des membres du cabinet ont quitté la capitale hier et n'y retourneront pas jusqu'à mercredi, jour où ils se rencontreront avec le premier ministre. En attendant, les documents des récentes négocitions seront publiés et les réponses à la France et à la Belgique envoyées à ces deux nations. La publication de la note de la Grande-Bretagne à l'Allemagné que les Français et les Belges n'ont pas approuvée servira de notification aú gouvernement de Berlin sur les lignes que la politique britannique entend développer.

ZITA ET SA PIERRE

Rome.—Le gouvernement italien a sommé l'ex-impératrice Zita d'Autriche-Hongrie, de ne pas vendre le fameux diamant Florentin, car cette pierre pré ieuse appartient à l'Italie et ce pays ne reconnaitrait point la validité de la transaction.

Zita avait parlé derpièrement de vendre ce diamant, parce qu'elle se trouvait à court d'argent.

Ce joyau pèse 139½ carats. L'Italie le réclama aux Hapsbourgs par le traité de Versailles. Feu l'ex-empereur Charles et sa femme l'emportèrent en s'enfuyant d'Autriche, et, durant leur séjour en Suisse, ils le déposèrent en gage.

LA LOGIQUE

—Comment gagne le professeur de grec?

—Oh, environ $1,000 par année.

—Et ce joueur de balle-au-camp?

—Trois fois autant.

—Il y a une difference.

—Oui, mais tu n'as jamais vue une foule de 10,000 personnes acclamant une récitation grecque.

LA VISITE DU GENERAL GOURAUD NOTRE AMI

La joie que marqua la visite du Général Gouraud à la Nouvelle-Orléans, fut imprégnée de tristesse par la nouvelle de la mort du Préident Harding.

A sa demande, toutes les manifestations publiques qui devaient avoir lieu en son honneur furent supprimées par respect à la mémoire du feu président. La musique, la parade projetée par les vetérans de la "Rainbow Division," ainsi que la salve d'artillerie dont la "Washington Artillery" devait le saluer, furent retranchées du programme. Le général cependant, passa une journée active à serrer la main, visiter la ville, recevoir les nombreuses marques de sympathie de la colonie française et renouveller la vieille camaraderie avec les vétérans de la Rainbow Division de qui il est l'hôte pendant sa visite aux Etats-Unis.

Quand son train arriva en gare à la Station Union vers 7.40 h. du matin, le Général Gouraud demanda à parler d'abord aux membres du Comité organisateur ensuite, aux représentants de la presse. Au comité organisateur, il exprima le desir de voir supprimer toutes manifestations publiques de la journée.

Le Général Gouraud fut escorté de sa voiture privée au restaurant de la Louisiane où il prit le déjeuner comme invité de la Rainbow Division. Depuis ce moment jusque son départ pour Montgomery, son temps fut pris par une série de réceptions et visites à l'hôtel de ville, au Cabildo au monument érigé en l'honneur de ceux qui firent le suprême sacrifice, et au Consulat Français.

"Camarade de la Rainbow Division, dit le Général au dejeuner, quand je reçus votre invitation de visiter votre pays, il fut une chose dont je m'informais tout particulièrement, et c'était, ma visite à la Nouvelle-Orléans. Je connaissais la Nouvelle-Orléans et les liens qui existent entre elle et mon pays. Maintenant que je sais comment la culture française a été maintenue vivace par les nombreuses personnes qui parlent le français ici.

"Dans mes visites aux autres villes des Etats-Unis j'ai reçu de nombreuses expressions de sympathie, mais ici je suis doublement satisfait de renouer mes relations futtes pendant la guerre et spécialement heureux de me trouver dans cette ville de langue et de culture française."

Du restaurant, le général se dirigea avec son escorte militaire vers l'Hôtel de Ville. Le vestibule de l'Hôtel était décoré par de magnifiques palmiers ,plusieurs pavoisés aux couleurs françaises et américaines. Le général fut introduit dans les salons du Maire où une affluence des plus cosmopolites l'attendait pour lui souhaiter la bienvenue. Au nom de la Nouvelle-Orléans, le Maire McShane presenta au Général Gouraud un certificat de citoyen honoraire, le premier certificat dans ce genre qui fut jamais donné dans l'histoire de la ville.

Le Général Gouraud dans sa réponse fait allusion de nouveau à la mort du Président Harding. "C'est la volonté du Tout-Puissant que ma visite ici doit être un jour de deuil," dit-il.

"Je considére comme un grand honneur que de recevoir le certificat de citoyen de la Nouvelle-Orléans. A mon retour en France, je placerai ce certificat dans la place la plus en vue de mon bureau."

M. André Lafargue au nom des personnes de langue français résident à la Nouvelle-Orléans souhaita la bienvenue au Général.

De l'Hôtel de Ville le général et son escorte se dirigea vers le Cabildo où il fut salué par M. Gaspard Cusachs, président de la Société Historique de la Louisiane. Quand le distingué militaire monta les escaliers il montra la plus fervente attention aux nombreux portraits d'hommes illustres de la Louisiane.

Du Cabildo le général fut escorté au City Park où les "Dames Auxiliaires" de L'American Legion le saluèrent au pied du monument erigé par les mères des héros qui firent le suprême sacrifice dans la guerre mondiale. Madame Williams présenta au général une courone qu'il déposa avec respect au pied du mausolée.

De là il arriva au Consulat où une chaleureuse réception lui fut accordée par Maurice de Simonin, Consul Général de France, M P. Beaudry vice-consul et des nombreuses organisations françaises de la ville.

Madame A. W. de Roaldes, qui porte la medaille de la Légion d'Honneur, et Madame de Simonin présentèrent au Général Gouraud une enveloppe contenant 13,000 francs pour les orphelins de guerre français. La petite Irène Freret lui remit une magnifique gerbe de fleurs au nom de la colonie française.

Du Consulat, il se rendit à l'hôtel Grunewald où il fut l'invité à un luncheon où 125 membres de la Rainbow Division étaient présent ainsi que de nombreuses personnalités de la ville. Il n'y eut aucun discours.

A 6 heures il fut l'hôte à un banquet à la Louisiane et à 8 heures il fit une adresse aux vétérans de la Rainbow Division au home de l'American Legion, rue Royale. A 9.05 il s'embarquait dans son wagon, special "Bevrick" pour Montgomery.

Les Cycle-Cars

Paris.—Les side-cars, un instant mis à la disposition des Parisiens, sous la dénomination de voitures de place de 3e catégorie, ont disparu de la circulation.

D'une part, ils n'étaient pas assez confortables et, d'autres part, l'application du tarif de 3 francs par heure d'attente ou de marche lente rendait insuffisante la remunération du conducteur.

Un nouvel essai, dans la 3e catégorie des voitures publiques, ne comportant qu'une place pour les voyageurs, en dehors de la place réservée au conducteur, va être tenté, cette fois avec des cycle-cars à quatre roues ou des voiturettes légères d'une puissance de 4 ou 5 HP.

Les tarifs qui seront appliqués, sans être aussi réduits que ceux des anciens side-cars, constitueront cependant pour un voyageur seul, il est vrai, une réduction de 50% sur le prix des voitures de place ordinaires à plusieurs places, dites de 2e catégorie.

Au surplus, le conseil municipal a approuvé le tarif suivant:

Prise en charge: 0 fr. 60 pour 600 mètres ou six minutes d'attente;

0 fr. 10 par 200 mètres supplémentaires ou portion de 200 mètres et par minute d'attente;

Soit 0 fr. 80 pour les premiers 1.000 mètres et 0 fr. 50 par kilomètre supplémentaire, et 6 francs l'heure arrêtée.

Le conseil municipal a estimé que la mise en circulation de ces voiturettes procurerait à une partie de la population un moyen de transport économique dans des conditions de sécurité, de rapidité et de confort, sensiblement comparables à celles réalisées par les voitures plus puissantes, à plusieurs places.

De plus, on a fait valoir que les dimensions reduites des voiturettes favoriseraient la circulation et que le tarif réduit pourrait influer favorablement, par suite du jeu normal de la concurrence, sur le tarif des autres voitures, même plus puissantes.

UNE RUDE LEÇON

Rome.—Monseigneur Marmaggi, membre de la maison pontificale, est entré brusquement mardi dans l'antichambre de la bibliothèque du Vatican où plusieurs femmes de la paroisse de Sainte-Dorothée attendaient une audience avec le pape Pie XI.

Après avoir vivement parcouru les rangs de ces femmes superbement vêtues, il les sépara en deux groupes qu'il plaça à chaque extrémité de la chambre, recommandant à celles qui en faisaient partie de conserver leur place. Ce n'est que lorsque ce prélat est revenu dans la salle, quelques minutes après, que les femmes comprirent la signification de cet ordre, car il dit à un groupe: "Vous pouvez entrer mesdantes, car vous êtes décemment vêtues, quant à vous, dit-il, aux femmes de l'autre groupe qui avaient le cou et les bras nus, "vous ne pouvez pas être reçues par le Saint-Père."

Monseigneur Marmaggi est resté insensible aux larmes et aux supplications des femmes auxquelles une audience était refusée; il s'est retranché derrière l'édit pontifical qui exige que toutes les femmes admises en présence du pape soient voilées et vêtues de noir.

PARRAIN D'UN CRATERE

En France, et dans beaucoup d'autres pays, quand on veut honorer quel-qu'un, on donne son nom à une rue, à une marque d'apéritif ou à un nouveau modèle de fauxcol. En Italie, on a trouvé autre chose.

On a voulu perpétuer le souvenir de la visite à l'Etna de M. Mussolini, visite à la suite de laquelle l'éruption cessa—ce qui, peut-être, après tout, n'était qu'une coïncidence. Et on n'a rien imaginé de mieux que d'appeler le nouveau cratère qui s'est formé sur le mont cratère Mussolini.

Nous ignorons si la chose a fait plaisir au chef du gouvernement italien. Mais elle ne semble en tout cas pas être du goût du volcan. N'annonce-t-en pas, en effet, qu'un cratère, qui paraissait éteint, laisse de nouveau échapper des flots de lave!